

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES
ET HALIEUTIQUES

SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME SD3C

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

*Avis à Manifestation d'intérêt N°2024-02M/MARAH/SG/PROGRAMME SD3C du
03/06/2024*

*Réalisation d'une étude sur la faisabilité du warrantage dans la zone d'intervention du
Programme Conjoint Sahel, composante Burkina en réponse aux défis COVID-19, Conflits
et Changement Climatique (SD3C).*

Financement : Prêt N0. 2000003650 du 13 février 2021

1. La présente sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite au plan de passation des marchés publics de l'année 2024 du Programme SD3C.
2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme SD3C, financé par les accords de Prêt N0. 2000003650 du 13 février 2021, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : Réalisation d'une étude sur la faisabilité du warrantage dans la zone d'intervention du Programme Conjoint Sahel, composante Burkina en réponse aux défis COVID-19, Conflits et Changement Climatique (SD3C).
3. Description des prestations. Les services comprennent entre autres **l'analyse des conditions préalables nécessaires pour la mise en œuvre réussie du warrantage ; la cartographie des activités agricoles dans la zone d'intervention du Programme SD3C ; l'identification des cultures principales susceptibles de bénéficier du warrantage ; la proposition d'une démarche de mise en œuvre du warrantage dans un contexte d'instabilité...**
4. Critères d'évaluation. Le **Programme SD3C** invite, par le présent avis à manifestation d'intérêt, les **consultants individuels** intéressés à présenter leurs manifestations d'intérêt sous plis fermés et un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.
5. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

- **les qualifications du candidat**¹ avoir au moins un niveau BAC + 4 au moins, en développement rural, en sciences sociale, économique ou un profil similaire , avec au moins cinq (05) ans d'expérience générale;
 - **les références du candidat** concernant l'exécution de marchés similaires : avoir réalisé au moins une (01) expérience spécifique dans la conduite des études sur le warrantage et/ou dans les domaines d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet;
 - **Critère principal** : conduite d'études sur le warrantage;
 - **Critère subsidiaire** (à départager en cas d'exæquo) : conduite d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet.
6. Informations supplémentaires. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse suivante : **Programme SD3C sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 40 93 63/ 71 22 77 76** et aux heures suivantes du **lundi au vendredi de 08h00mn à 16h00 mn** ou sur les sites du PAPFA www.papfa.org/ et du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.
7. Composition, date et lieu de dépôt. Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :
- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du Programme SD3C ;
 - le CV daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques conformément au modèle joint ;
 - le diplôme légalisé ;
 - les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin) ;

Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après **au secrétariat du Programme SD3C sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : : 25 40 93 63/ 71 22 77 76** au plus tard le **jeudi 20 juin 2024 à 09h00mn**.

NB : la consultation du présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de références y relatifs peut se faire sur le site du PAPFA et du Projet NEER-TAMBA : www.papfa.org/ www.neertamba.org.

Ouagadougou, le 03 juin 2024

Le Coordonnateur

Sié Salif Stephan KAMBOU

¹ joindre le CV daté et signé conformément au modèle, le diplôme légalisé

Modèle de Curriculum vitae (cv) du consultant individuel

1. Etat civil

- Nom et prénom (s),
- Profession,
- Date de naissance,
- Nationalité,
- Adresse postale,
- Téléphone,
- E-mail.

2. Fonctions actuelles [Indiquer les fonctions et postes occupés actuellement]

3. Principales qualifications [Domaines de compétences et nombre d'années d'expériences]

4. Education [Indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates auxquelles ils l'ont été du plus récent au plus ancien]

5. Affiliation à des associations/groupements professionnels _____

6. Autres formations [Indiquer toute autre formation reçue depuis 4 ci-dessus] _____

7. Pays où le candidat a travaillé [Donner la liste des pays ou le candidat a travaillé au cours des 10 dernières années] :

8. Langues : [Indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite]

9. Expérience professionnelle : [En commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par le candidat depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.]

Depuis [année] _____ jusqu'à [année] _____

Employeur : _____

Poste : _____

<p>10. Expérience du candidat qui illustre le mieux sa compétence</p> <p><i>[Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle du candidat pour les tâches mentionnées au point 10]</i></p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>	<p>11. Détail des tâches exécutées</p> <p><i>[Indiquer toutes les tâches exécutées pour chaque mission]</i></p>
---	--

12. Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

_____ Date : _____

[Signature du consultant]

Jour/mois/année

CRITERES DE SELECTION DES CONSULTANTS

La méthode de sélection du consultant est conforme à la procédure de Sélection du consultant individuel (SCI) et sera fondée sur les critères suivants :

- Le niveau d'étude et de qualification ;
- les expériences spécifiques :
 - o dans la conduite d'études sur le warrantage (**critère principal**);
 - o dans la conduite d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet (**critère secondaire**).

Un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) spécialisé dans les études sur le warrantage et/ou dans les domaines d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions de l'article 69 du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Formulaire d'auto-certification

Le présent formulaire d'auto-certification doit être rempli par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit ensuite le renvoyer, accompagné de l'offre/la proposition au **Programme SD3C**. Les instructions à suivre pour remplir le formulaire figurent ci-après.

Dénomination sociale du soumissionnaire:	
Nom et fonction du représentant légal du soumissionnaire:	
Titre du marché:	
Date:	

Je certifie par la présente que je suis le représentant autorisé de **[Nom du soumissionnaire]** et certifie également que les informations fournies dans le présent formulaire sont véridiques et exactes à tous égards importants. Je comprends que toute anomalie significative, fausse déclaration ou non-transmission d'informations requises par le présent formulaire peut entraîner des sanctions et des recours, y compris l'interdiction permanente de participer à des activités ou des opérations financées ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés, au Manuel de passation des marchés du FIDA ainsi qu'à toutes les autres politiques et procédures applicables du FIDA, y compris la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (disponible à l'adresse www.ifad.org/anticorruption_policy).

Signature autorisée: _____ Date: _____

Nom du signataire en lettres capitales: _____

- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise n'ont recours à **AUCUNE** pratique frauduleuse, ni à **AUCUN** fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction en lien avec la présente procédure de passation de marchés.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire liée à des pratiques frauduleuses ou fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion².
- Le soumissionnaire certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts³, avéré ou potentiel, susceptible d'influer sur sa capacité à agir dans l'intérêt du **Programme SD3C** ou du Fonds, s'agissant de lui-même, de son/ses propriétaire(s), ses agents, de sous-consultants, de sous-traitants, ou encore de partenaires de consortium ou de coentreprise.
- Le soumissionnaire certifie qu'**AUCUNE** gratification (ni aucun frais, cadeau, commission ou autre élément de valeur) n'a été payée ou donnée, ou ne sera payée ou donnée, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres.

OU

- [À remplir si la case précédente n'a pas été cochée]**
Le soumissionnaire déclare que les gratifications, frais, commissions, cadeaux ou autres éléments de valeur suivants ont été payés ou versés, ou seront payés ou versés, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres:
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
 - [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]

² Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter les données à l'adresse suivante: <http://crossdebarment.org/>.

³ Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés ou personnels d'un soumissionnaire peuvent influencer ou paraître influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses tâches. Par intérêts privés ou personnels, on entend les situations dans lesquelles un soumissionnaire semble bénéficier indûment, de manière directe ou indirecte, ou permettre à un tiers de bénéficier indûment, de ses liens avec une entreprise ou un organisme travaillant directement ou indirectement pour le projet.

INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

Le soumissionnaire s'engage à vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

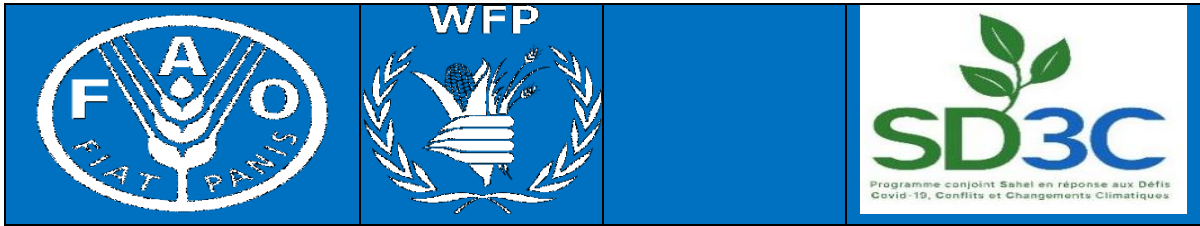
Le soumissionnaire s'engage à suivre la procédure décrite ci-après pour vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne figurent **PAS** sur la liste des entreprises et des individus non admissibles de la Banque mondiale (accessible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>) en raison d'une "exclusion croisée".

La liste de la Banque mondiale des entreprises et des individus non admissibles est une base de données qui peut être consultée si l'on souhaite savoir si une personne ou une entreprise est admissible.

Le soumissionnaire doit imprimer, dater et joindre au présent formulaire d'autocertification la/les page(s) de résultats, avec la mention "Absence d'exclusion".

Si un/des résultat(s) s'avère(nt) défavorable(s) (c'est-à-dire si la/les page(s) de résultats montre(nt) qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, soumissionnaire y compris, ne sont pas admissibles parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée) et que le soumissionnaire estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", il doit immédiatement en informer le **Programme SD3C**.

TERMES DE REFERENCE



MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

SECRETARIAT GENERAL

**PROGRAMME CONJOINT SAHEL EN REPONSE AUX DEFIS
COVID-19, CONFLITS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES
(SD3C-BFA)**

**15 BP 233 Ouagadougou 15
Tél : 25 40 93 63/ 71 22 77 76**

Site web : www.neertamba.org / www.papfa.org

TERMES DE REFERENCE

**ETUDE SUR LA FAISABILITE DU WARRANTAGE DANS LA ZONE
D'INTERVENTION DU PROGRAMME SD3C
Activité : 211A0103 du PTBA 2024**

**Financement : PTBA 2024: 211A0103 et ligne BFA-2000003359-0039-CS-ICS du PPM 2024
Prêt N0. 2000003650 du 13 février 2021**

Avril 2024



1. Contexte et justification

L'initiative du G5 Sahel est un modèle de coopération sud-sud traduisant la volonté politique et l'union des États membres face aux défis de développement durable au Sahel. Ces défis exposent une population de plus de 90 millions d'habitants à l'insécurité alimentaire, à des épisodes fréquents de conflits et de crises qui (i) affaiblissent les moyens d'existence en particulier au sein des exploitations familiales et des catégories socioprofessionnelles à faibles revenus ; (ii) menacent la souveraineté et la stabilité des États ; et (iii) fragilisent la paix sociale sans laquelle les processus d'investissement et de création de richesse sont compromis. Dans un contexte sahélien où les effets du changement climatique sont durement ressentis, l'avènement du COVID-19 vient ralentir la productivité dans tous les systèmes de production et leur contribution à l'économie, à la croissance et à l'amélioration des conditions de vie.

Le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis Covid-19, conflits et changement climatique (SD3C) porté par le G5 Sahel en partenariat avec les trois agences onusiennes de Rome (FAO-PAM-FIDA) se propose de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie du G5 Sahel pour le développement et la sécurité (SDS) à la demande des Gouvernements des 6 pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Il s'inscrit dans l'axe "Résilience et développement humain" du programme d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel et se réfère au pilier "Résilience" de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) puis aux objectifs stratégiques 1 et 3 du FIDA portant respectivement sur l'augmentation de la production et la résilience dans les pays du G5 Sahel.

Le SD3C est mis en œuvre en deux (02) phases de trois (03) ans chacune. Il est organisé en trois (03) composantes :

- **Composante 1. Augmentation de la productivité et de la production**

Cette composante devrait permettre d'améliorer la production et la productivité agrosylvopastorales et halieutiques par des pratiques agricoles respectueuses du climat et des ressources en eau. Elle passera par l'amélioration des actifs agrosylvopastoraux et halieutiques et la résilience au changement climatique et le renforcement des capacités de développement et la paix.

- **Composante 2. Intégration économique régionale**

Il s'agit ici, de faciliter l'intégration économique nationale et régionale à travers le renforcement des marchés agricoles transfrontaliers et la sécurisation des échanges commerciaux et transactions diverses aux frontières.

- **Composante 3. Dialogue politique, coordination et gestion**

Cette composante servira de support institutionnel majeur à la mise en œuvre du Programme suivant son approche régionale. Elle inscrira son action dans le dispositif de coordination du G5 Sahel dont le leadership opérationnel sera renforcé en appui aux pays dans la mise en œuvre des orientations stratégiques de la région pour consolider les bases de développement et de paix durable des espaces transfrontaliers. Suivant le rationnel régional-national, elle renforcera également la légitimité institutionnelle de l'organe exécutif du G5 Sahel dans la coordination des projets, la gestion des savoirs et la mise à l'échelle des solutions adaptées aux problèmes d'insécurité alimentaire, aux effets du changement climatique et aux crises et conflits divers. Elle

est subdivisée en deux sous-composantes : dialogue politique et coordination régionale, puis coordination et gestion par pays.

Le Programme vise à consolider les moyens d'existence des petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes vivant en zones transfrontalières. Avec une contribution attendue à la réduction de la pauvreté de l'ordre de 10% dans sa zone d'intervention, le Programme dynamisera les espaces socioéconomiques et marchands en proie à l'insécurité et à la variabilité et aux impacts climatiques qui fragilisent la résilience des petits producteurs. Il contribuera à lever les contraintes qui exacerbent les conflits liés à l'effet anthropique sur les ressources naturelles et les difficultés d'accès aux ressources productives. A terme, 75% des bénéficiaires déclareront une amélioration de leurs moyens d'existence, 80% parmi eux adopteront des pratiques et technologies écologiquement durables et résilientes au changement climatique tandis que les échanges commerciaux aux niveaux national et régional augmenteront de l'ordre de 10%.

Le Programme impactera également les capacités institutionnelles du G5 Sahel en matière de dialogue politique et social inclusif en faveur de la paix et de la sécurité avec l'implication active des organisations de producteurs dans un rôle de premier plan concernant : (i) la prévention et la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les couloirs de transhumance ; (ii) l'identification et la gestion des infrastructures économiques transfrontalières ; (iii) la promotion des bonnes pratiques/mesures préventives contre le COVID-19 et les infections à forte propension endémique ; (iv) la mise en œuvre des mesures douanières protectionnistes visant à promouvoir la consommation des produits locaux. Enfin, la mise en œuvre du programme contribuera à développer et promouvoir l'utilisation des services financiers digitaux dans l'objectif de sécuriser les transactions aux frontières.

Sur le plan opérationnel, le Programme a démarré de manière effective en 2021, obtenant des résultats concrets qui ont eu un impact significatif sur les bénéficiaires. Actuellement, il est en cours de revue à mi-parcours et s'apprête à entamer l'élaboration du document de conception de sa deuxième phase. Pour cette prochaine étape, il est prévu la mise en œuvre d'activités de warrantage en tant que mécanisme de financement agricole bénéfique pour les acteurs de la production.

Afin d'assurer le succès et l'efficacité de la mise en œuvre de cette activité, une étude de faisabilité est jugée nécessaire. C'est dans cette perspective que le Programme lance le recrutement d'un consultant chargé de préparer la mise en œuvre du mécanisme de warrantage dans sa zone d'intervention. Les présents termes de référence sont formulés pour guider le processus de recrutement et faciliter la mise en œuvre réussie du mécanisme de warrantage.

2. Objectifs de l'étude

- Evaluer la pertinence du warrantage comme outil de financement agricole dans la zone d'intervention du SD3C ;
- Analyser les conditions préalables nécessaires pour la mise en œuvre réussie du warrantage ;
- Cartographier les activités agricoles dans la zone d'intervention du SD3C ;
- Identifier les cultures principales susceptibles de bénéficier du warrantage ;

- Evaluer les infrastructures financières existantes dans la région ;
- Proposer une démarche de mise en œuvre du warrantage dans un contexte d'instabilité ;
- Identifier les opportunités et les défis spécifiques liés au warrantage dans la Zone d'Intervention du Programme (ZIP).

3. Résultats attendus

- La pertinence du warrantage comme outil de financement agricole dans la zone d'intervention du SD3C est évaluée ;
- Les conditions préalables nécessaires pour la mise en œuvre réussie du warrantage sont analysées ;
- Les activités agricoles dans la zone d'intervention du SD3C sont cartographiées ;
- Les cultures principales susceptibles de bénéficier du warrantage sont identifiées ;
- Les infrastructures financières existante dans la région sont identifiées et évaluées ;
- Une démarche de mise en œuvre du warrantage dans un contexte d'instabilité est proposée ;
- Les opportunités et les défis spécifiques liés au warrantage dans la ZIP sont identifiées

4. Méthodologie de l'étude et mandat du consultant

La démarche méthodologique proposée se veut participative et inclusive et privilégiera les échanges et la concertation entre acteurs dans les prises de décisions. A cet effet, l'étude devra toucher un nombre significatif des parties prenantes de mise en œuvre du Programme. La méthodologie proposée par le consultant ainsi que les outils de collecte de données quantitatives seront amendées et validées par l'équipe du Programme lors d'une rencontre de cadrage.

Les grandes lignes de la démarche méthodologique sont retracées comme suit :

- Revue documentaire des initiatives similaires dans d'autres régions ;
- Entretiens avec les agriculteurs locaux, les institutions financières, et les autorités gouvernementales ;
- Entretien avec les OPN/OPR ;
- Entretien avec le PAM et la FAO ;
- Analyse financière des exploitations agricoles.

Les différentes parties prenantes impliquées tout au long de l'étude sont constituées de :

- Des agences onusiennes PAM et FAO,
- Unité de gestion du Projet ;
- Les organisations paysannes nationales et régionales ;
- Agriculteurs et coopératives agricoles dans la zone d'intervention
- Institutions financières partenaires du SD3C ;
- Les services techniques déconcentrés ;
- Organismes gouvernementaux locaux.

Le Consultant jouera un rôle d'analyste avisé, de facilitateur, d'orientation et d'organisation des réflexions. De façon spécifique, son mandat consistera principalement à :

- prendre connaissance de la documentation du projet (rapport et études diverses) sur l'état de mise en œuvre du projet ;
- organiser une rencontre de cadrage de la mission avec l'UGP afin d'avoir une compréhension commune des TDR et d'échanger sur l'approche de collecte et d'analyse des données proposée ;
- proposer une méthodologie axée sur la participation des différentes parties prenantes de mise en œuvre et prenant en compte l'aspect genre ;
- organiser la collecte et l'analyse des données ;
- rédiger le rapport de l'étude ;
- faire la restitution du rapport de l'étude ;
- animer un atelier de validation des résultats de l'étude.

5. Durée de la prestation

Le niveau d'effort ne saurait excéder **cinquante (50) Hommes/Jours y compris celui d'un assistant s'il y a lieu**. Le consultant proposera un calendrier prévisionnel de travail en tenant compte de la durée de la prestation qui est de **soixante (60) jours calendaires** à compter de la date de notification de l'ordre de service. Cette durée prendra en compte l'animation d'un atelier de cadrage et un atelier de restitution/validation de la version provisoire du rapport d'étude.

6. Livrables

Au terme de l'étude, le Consultant remettra **un rapport provisoire** au Programme SD3C (**au plus tard 45 jours calendaires après le démarrage de l'étude**). La Coordination du Programme aura dix (10) jours pour envoyer ses amendements.

Le rapport définitif de l'étude devra être déposé en **trois (3) exemplaires sur support papier et un fichier électronique** (**au plus tard 15 jours calendaires** après amendement de la version provisoire).

7. Profil du Consultant

La prestation sera conduite par un consultant individuel qui doit disposer d'expériences similaires dans les études sur le warrantage et/ou dans les domaines d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet. Les qualifications du consultant sont ainsi déclinées.

Le Consultant principal :

- Qualifications et compétences : formation universitaire de niveau BAC + 4 au moins, en développement rural, en sciences sociale, économique ou un profil similaire ;
- Ancienneté : au moins cinq (5) années d'expériences générales;

- Expériences similaires : avoir au moins une (1) expérience similaire dans la conduite d'études sur le warrantage et/ou dans les domaines d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet .

Le consultant principal aura pour mission de coordonner la planification et l'exécution de l'étude, et de veiller à ce que le travail accompli réponde aux plus hautes normes professionnelles. Il devra s'assurer que le mécanisme de contrôle de qualité et de supervision en place pour la collecte des données est efficace ; il gèrera l'équipe de collecte des données et veillera à ce que chacun de ses membres effectue le travail qui lui est imparti.

NB : Le consultant principal pourra avoir recours à un consultant associé dans le cadre de la présente mission

8. Profil de l'assistant (s'il y a lieu)

L'assistant devra avoir la qualification suivante :

- un diplôme BAC + 3 en statistiques , économie ou tout autre diplôme jugé pertinent ;
- au moins trois (03) ans d'expérience générale ;
- avoir au moins une expérience spécifique en traitement et analyse des données.

9. Sélection du consultant individuel

La méthode de sélection du consultant est conforme à la procédure de Sélection du consultant individuel (SCI), un candidat (en l'occurrence le plus expérimenté) spécialisé dans les études sur le warrantage et/ou dans les domaines d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet sera sélectionné conformément aux directives du FIDA et aux dispositions de l'article 69 du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Critère principal : conduite d'études sur le warrantage ;

Critère subsidiaire (à départager en cas d'exæquo) : conduite d'études socioéconomiques, d'études d'évaluation et d'effet.

Le consultant le plus expérimenté sera retenu et sera invité à faire une proposition technique et financière, puis à négocier le contrat.

10. Dossier de candidature

Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :

- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du Programme SD3C ;
- un Curriculum vitae daté et signé mettant en exergue les expériences spécifiques ;
- La copie légalisée du diplôme requis ;
- les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin).

N.B : les manifestations d'intérêts seront déposées sous pli fermé comportant la mention « **manifestation d'intérêt pour l'étude sur la faisabilité du warrantage dans la zone d'intervention du Programme Conjoint Sahel, composante Burkina en réponse aux défis COVID-19, Conflits et Changement Climatique (SD3C)** ».